

DOMNA VISVIZI-DONTAS

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET LA DIPLOMATIE VÉNIZÉLIENNE*

La guerre ne paie pas. Au lendemain de la signature des traités de paix, les belligérants, ruinés en hommes, en biens, en espérance, pouvaient en faire le douloureux calcul. Le traité de Versailles et les autres traités de paix, chefs-d'œuvre d'un règlement arbitraire et irréalizable, constituaient une lourde erreur qui engageait l'avenir infiniment plus que les contemporains ne pouvaient s'en rendre compte. La paix ne pouvait donc être que fragile et éphémère. Ainsi, les traités de paix contenaient les germes de la seconde guerre mondiale, qui allaient développer la situation désastreuse dans laquelle le monde se trouve en 1939. Pourtant, cet équilibre fragile entre les nations fut couronné par une institution internationale; celle de la Société des Nations, créée "pour procurer à tous les États, grands et petits, des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale"¹. Elle a, indéniablement, amélioré les rapports entre États. La Grèce fait partie de ses États fondateurs. Son premier ministre Eleuthérios Vénizélos et son ministre des Affaires étrangères Nicolas Politis ont joué un rôle important à la rédaction du pacte de l'établissement de la Société des Nations²; elle fut une institution universelle

* Cet article sous une autre forme a fait l'objet d'une communication au colloque sur "Le plan Briand d'une union fédérale européenne" qui a eu lieu du 19 au 21 septembre 1991 à Genève, organisé par l'Association Internationale d'Histoire Contemporaine de l'Europe.

Abbreviations:

A.Y.E. : Archives du Ministère des Affaires étrangères de Grèce, Athènes.

F.O. : Foreign Office Papers, Public Record Office, Londres.

M.A.E. : Archives du Ministère des Affaires étrangères de France, Paris.

Survey of International Affairs: Arnold J. Toynbee, *Survey of International Affairs*, Royal Institute of International Affairs, Oxford Presses universitaires.

U.S. National Archives: United States of America, National Archives, Microfilm Publications, Washington D.C.

1. F. P. Walters, *A History of the League of Nations*, Oxford Presses universitaires, 1960, pp. 37 n. 2 et 86.

2. *Ibidem*, pp. 1-3. Nicolas Politis commence sa carrière à Paris comme professeur de

et non spécifiquement européenne, qui contribua graduellement à la naissance de l'idée européenne — antidote contre la menace de guerre par tout différend existant.

La Grèce se déclare, dès le début, favorable à l'idée d'une Europe unie. C'est à Paris que Vénizélos, exilé volontaire, prononce une déclaration officielle. De là, il suit de près l'activité diplomatique déployée aussi à Genève pour le règlement des litiges soulevés par l'application des traités de paix. L'idée d'Europe avance avec Aristide Briand auquel Vénizélos est étroitement lié, tant personnellement qu'au niveau politique, depuis la Grande Guerre. Nicolas Politis, son ancien ministre des Affaires étrangères, est nommé ambassadeur de Grèce. Son expérience des affaires politiques européennes et l'estime que les hommes d'État, dont Briand, ont de lui, lui permettent d'exercer une influence disproportionnée par rapport à la situation internationale de son pays. En effet, les premiers gouvernements grecs, après le traité de Lausanne (24 juillet 1923), se caractérisent par l'absence d'inspiration, de clairvoyance et de décision. Il ne peut en être autrement : la Grèce est appelée, tout d'abord, à surmonter des besoins de première urgence relatifs à son retablissement et à l'installation de plus d'un million de réfugiés de l'Asie Mineure. La politique étrangère passait forcément au second plan, alors qu'à Paris la politique étrangère hellénique se formait sous l'inspiration de Vénizélos.

Vénizélos, informé par Politis est un observateur assidu des événements politiques internationales sans perdre de vue ceux de son pays. Pour le peuple grec, accablé de souffrances après une guerre qui a duré dix ans, il adhère au principe "la guerre hors la loi". De plus, de son souci de sauvegarder la paix dans le sud-est européen, naît l'idée que la politique de la Grèce doit s'associer à l'idée d'un système de sécurité collective — système qui est en train de se former en Europe. C'est alors qu'apparaît l'idée d'une Europe unie sous l'influence conciliante de Briand, de Bénès, de Titulescu, de Politis et d'autres hommes politiques européens visant à un nouveau "concert européen". Cette idée naissante est incarnée dans les décisions de la Conférence de Locarno (1 décembre 1925), dont les protagonistes sont Aristide Briand et son homologue allemand Gustav Stresemann. Lors de cette conférence, l'Allemagne a

droit international, dans lequel il se distingue et prend place parmi les plus éminents spécialistes. D'après le conseil de Raymond Poincaré, en 1912, Vénizélos emploie Politis comme conseiller juridique pendant les négociations sur la question des guerres balkaniques. Dès lors, Politis est membre important du parti libéral de Grèce.

exprimé la souhait de devenir membre de la Société des Nations³. Vénizélos en a pris bonne note. Ce n'est pas sans fondement que l'idée d'un rapprochement entre lui et Kemal Atatürk, commence à mûrir⁴. Ancien panhelléniste, Vénizélos se convertit alors à la diplomatie de conciliation et de paix. Cette nouvelle politique étrangère a été inaugurée après la chute de la dictature du Général Pangalos (août 1926) par le gouvernement "œcuménique". L'application de cette politique a été confiée à Andréas Michalacopoulos, homme de grande expérience et fervent vénézélite. Son œuvre pourtant sera influencée par les conditions diplomatiques qui existent aux Balkans.

En 1926, un certain nombre de divergences et de rivalités divisent les grandes puissances. La France et la Grande Bretagne rivalisent d'influence dans la région balkanique. La France, en favorisant en 1920 l'institution de la Petite Entente, y a établi son hégémonie et la Grande Bretagne fait des efforts pour la lui ravir. L'Europe sud-orientale a une signification stratégique de toute première importance pour la Grande Bretagne. Des Balkans, elle peut menacer de flanc l'Union soviétique, ainsi que les pays sous mandat français au Proche Orient. La diplomatie britannique exploite, contre la France, dans les Balkans, les querelles franco-italiennes, qui sont étroitement liées avec les rivalités anglo-françaises. A ce moment-là, la politique étrangère de Mussolini prend un tournant — elle devient une politique anti-française et anti-européenne. Le Duce, qui vient de se débarrasser de toute opposition intérieure et qui achève la fascisation de l'état, tente de regrouper autour de l'Italie les nations mécontentes. Le mouvement révisionniste est encore très fort, non seulement en Italie, mais aussi en Hongrie et en Bulgarie. Un objectif persistant de la diplomatie mussolinienne est d'affaiblir et d'isoler la Yougoslavie, l'alliée de la France. Dans ce dessein, Mussolini finance les nationalistes qui luttent contre le pouvoir central de Belgrade tels, les Oustachis en Croatie, les agitateurs bulgares, les Comitadjis, au sud du pays⁵. Mais encore prudent, il maintient ses liens amicaux avec la Grande Bretagne, qui est contente de trouver en sa personne un interlocuteur privilégié. Parallèlement, Sir Austen Chamberlain, le Secrétaire d'État britannique, est très in-

3. Voir pour les détails *Survey of International Affairs*, 1925, vol. II, pp. 25-26. L'entrée de l'Allemagne dans l'organisation internationale est finalement réalisée le 8 septembre 1926.

4. Les germes de l'idée de ce rapprochement se trouvent dans la Conférence de Lausanne. (*Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, First Series, vol. xviii, pp. 320-1064).

5. Christina Daneva-Michova—Vasil Vasilev, "Le système de sécurité collective de Locarno et les Balkans (1925-1926)", in *Etudes Balkaniques* No 2-3 (Sofia 1974), pp. 100-102; René Girault—Robert Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes. Histoire des relations internationales contemporaines*, t. 2: 1914-1941, Paris 1988, p. 158.

quiet de l'idylle Briand-Stresemann qui risque de marginaliser l'action de la Grande Bretagne en Europe. Cela encourage le dictateur italien dans sa nouvelle politique étrangère.

Mussolini, qui a, en plus, gagné à Locarno la considération internationale et fait son entrée sur la scène politique européenne, peut engager sa politique et conclure un "pacte balkanique dans l'esprit de Locarno". Rome entend donc former un rassemblement sous son égide composé par la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et la Turquie, qui puisse tenir en respect la Yougoslavie et neutraliser la Petite Entente⁶. Il suggère ainsi à la Grèce de s'associer à son plan balkanique. Le "plan Mussolini" est reçu par le nouveau gouvernement grec avec scepticisme. Le problème de la sauvegarde de la paix balkanique était — et reste toujours — beaucoup plus profond et beaucoup plus complexe pour qu'il puisse être réglé par un simple pacte général qui vise à résoudre tous les différends. Les traités de paix ont laissé en suspens les litiges entre la Bulgarie et les autres pays balkaniques, entre la Grèce et la Turquie; ainsi qu'entre la Grèce et la Yougoslavie tous deux vainqueurs de la guerre. Le gouvernement grec s'oppose également, par principe, à un pacte avec l'Italie sans avoir le consentement de la Grande Bretagne et de la France. Il considère que si un accord semblable intervient, il doit avoir son corollaire à une entente similaire avec les deux autres grandes puissances⁷. Néanmoins, la proposition italienne ne rencontre pas d'objections à Londres. Sir Austen Chamberlain prend l'initiative pour mettre sur pied un "Locarno balkanique", et il fait les premières ouvertures au gouvernement grec. De tous les gouvernements balkaniques, celui-ci est alors, le plus intéressé au maintien et à la garantie du *statu quo* dans la région. Chamberlain veut, en fait, un "Locarno balkanique" qui lui servirait dans la lutte pour la prépondérance britannique dans le Proche Orient et la prédominance sur les pays balkaniques au détriment de la France. Par ailleurs, il lui faut affaiblir la Petite Entente. Par contre, à Paris, Aristide Briand cherche à établir un "Locarno balkanique" capable d'affermir la Petite Entente et de promouvoir les intérêts français au sud-est européen⁸.

6. Donna Dontas, *Greece and Turkey: The Regime of the Straits, Lemnos and Samothrace*, Athènes 1987, pp. 81-84; MAE, *Tchécoslovaquie* 69, No 84, Grenard à Briand, Belgrade, 26 mars 1926.

7. MAE, *Grèce* 79, copie, *Aide-mémoire remis le 28 septembre 1926 par le Ministre de Grèce* (Nicolas Politis).

8. La politique de Briand trouve l'appui de Bénès qui soutient la participation de la Grèce à la Petite Entente, créant ainsi une alliance défensive de l'Europe centrale à la Médi-

Les trois puissances doivent alors s'efforcer de surmonter les divergences existantes entre les états balkaniques pour rendre possible leur rapprochement. Mais cette tâche s'avère irréalisable. Les rivalités entre les grandes puissances compliquent, en premier lieu, les rapports gréco-yougoslaves. La France soutient les demandes de la Yougoslavie, tandis que l'Angleterre appuie le refus de la Grèce⁹. La Grande Bretagne a trouvé le moyen de garantir, par l'entremise de l'Italie, le *statu quo* balkanique, au cas où des complications surviendraient dans le conflit anglo-turc pour Mosul¹⁰. L'Italie est ainsi renforcée. En septembre 1926, Mussolini conclut un accord avec le gouvernement roumain d'Averescu, de tendance fascisante, ce qui mine le système français d'influence. En novembre, il signe le traité de Tirana qui a ouvert à l'Italie les portes pour sa prépondérance financière et la création d'une mission militaire italienne en Albanie. Il y établit un véritable protectorat italien. Le succès italien en Albanie suscite une inquiétude toujours croissante à Athènes mais aussi à Belgrade. En effet l'Italie est la seule grande puissance qui occupe la place la plus avantageuse pour observer de près les événements dans cette partie de l'Europe et veiller à ce que rien n'y soit entrepris qui puisse changer la situation existante en 1926.

La politique expansionniste de l'Italie aux Balkans revêt, sans doute, un aspect machiavélique depuis que Mussolini fortifie le Dodécanèse dans la Méditerranée orientale. La position avantageuse de cette puissance a donc créé un nouvel état de choses, pas seulement du point de vue international mais aussi du point de vue grec. La politique étrangère de la Grèce, tracée depuis lors, a ceci d'exceptionnel: elle ne renferme aucune arrière-pensée. Elle s'appuie sur l'amitié traditionnelle de la France et de la Grande Bretagne et elle cherche, maintenant, le rapprochement avec l'Italie, dans le but de sauvegarder les intérêts du pays et de participer à l'organisation de la paix en Europe, selon les conseils de Vénizélos¹¹. Pour la première fois depuis les guerres balkaniques de 1912-1913, la Grèce inaugure une période de paix. Elle ne demande qu'à être en relation amicale avec ses pays voisins, en améliorant ses relations économiques avec eux. Son intention permanente est de se retrancher derrière les principes de l'organisation de la Société des Nations¹².

terranée. (MAE, *Tchécoslovaquie 69, Réunion des Ministres de la Petite Entente à Bled, 17-20 juin 1926*, extrait de presse).

9. F.O. 371/12924, *Greece, Annual Report 1927*, p. 12.

10. Dontas, *op. cit.*, pp. 34, 63 et 82-84.

11. F.O. 371/12178, *Greece. Annual Report 1926*, p. 19.

12. MAE, *Yougoslavie 56*, tél. No 140, Dard à Briand, Belgrade, 27 avril 1928; A.Y.E.

En juin 1927, Michalacopoulos entreprend un voyage en Occident. A Paris, lors d'une conférence, Vénizélos lui explique que la Grèce doit suivre une politique indépendante dans le sens de l'idée fédérale européenne qui vient d'être formulée, en rejetant l'idée d'un "Locarno balkanique". C'est dans cet ordre d'idée que Michalacopoulos s'empresse de rendre visite à Briand et à Chamberlain pour fournir des gages de bonne volonté, afin d'obtenir leur appui pour la réalisation de la politique de la Grèce¹³. Mais en plus, il sollicite de Briand l'intervention de la France à Belgrade pour faire avancer les négociations gréco-yougoslaves sur le statut de la voie ferrée de Gevgéli à Thessaloniki et la zone franche au port de cette cité. Michalacopoulos informe Briand que la convention signée en 1925, par le gouvernement du Général Pangalos, est considérée par la Grèce comme une véritable convention de protectorat yougoslave sur cette ville. Sa ratification, par le nouveau gouvernement, aurait obligé les Grecs à envisager une guerre pour obtenir sa suppression. Le ministre hellène est disposé à consentir à la Yougoslavie toutes les facilités possibles pour les transports commerciaux, et il propose que tous les différends d'ordre économique puissent être arbitrés par les services techniques de la Société des Nations¹⁴. La dernière escale du voyage de Michalacopoulos est Rome, dans le but de préparer le terrain d'un futur rapprochement gréco-italien. Il visite Mussolini pour solliciter l'appui italien à la demande de contracter un emprunt international. A cette occasion, il discute le règlement du transit commercial international de Thessaloniki. Le ministre grec constate à Rome la concordance des intérêts politiques et économiques de la Grèce et de l'Italie dans la région de la Méditerranée et l'Adriatique, dans la Péninsule balkanique et en Asie Mineure. Tout indique que cette visite — qui suscite des inquiétudes à Paris — pose les fondements du traité italo-hellène de 1928.

Dès son arrivée à Athènes, Michalacopoulos précise la politique étrangère de la Grèce, dans le discours du 30 juillet 1927. La Grèce serait prête à signer tout pacte ou tout acte par lequel serait consolidée la paix dans les Balkans. Mais, il soutient que la conjoncture du moment empêche la conclusion d'un accord unique qui aurait résolu tous les problèmes de la Péninsule, sans

1929/A/3, Rapport général de décembre 1927 et de janvier 1928 aux Ambassades et le Consulat Général de Constantinople, Athènes, 1 février 1928; F.O. 371/13659, *Greece. Annual Report 1928*, p. 11.

13. F.O. 371/12924, *Greece. Annual Report 1927*, p. 4.

14. MAE, *Grèce 79, Note sur la visite du Ministre des Affaires étrangères de Grèce*, Paris, 21 juin 1927.

oublier qu'aucun des pays balkaniques n'a pas seulement des intérêts purement balkaniques, mais aussi d'autres intérêts : centre-européens et adriatiques, ou méditerranéens et asiatiques. Donc, il est presque impossible qu'un seul pacte harmonise les intérêts de plusieurs nations entre lesquelles il n'existe souvent aucun lien. D'ailleurs, l'expérience qui se dégage du pacte de la Société des Nations a prouvé que plus le nombre des états qui signent un pacte est grand, moins ces états sont convaincus de l'importance de son application. Le gouvernement grec estime alors qu'il serait plus opportun et plus réaliste, que les pays qui ont des intérêts balkaniques procèdent à la conclusion au lieu d'un pacte unique de plusieurs pactes régionaux, dont chacun s'ajouterait et s'adapterait à ceux existant précédemment suivant la variété des intérêts et des relations¹⁵.

Ainsi, le gouvernement grec refuse l'idée d'un "Locarno balkanique" et recherche la conclusion des pactes bilatéraux dans le cadre de la Société des Nations. Et cette attitude envers le projet balkanique des grandes puissances est appréciée à sa juste valeur par les membres de l'Assemblée de Genève auxquels Michalacopoulos la présente. Les hommes politiques grecs souhaitent le succès de l'organisation de Genève et travaillent pour elle. Ils font confiance à la Société et croient que, par son intermédiaire, la Grèce pourrait regagner une place importante au sein de l'Europe. Michalacopoulos lui-même l'envisage, dès le début, comme l'accomplissement d'un grand idéal et la garantie de la sécurité de son pays. Il admire l'organisation en tant qu'institution et la considère comme un instrument utile, de politique, ainsi que comme source d'espoir de paix. Il a l'intention, par conception politique et par tempérament, de déployer tous les efforts en vue de renforcer l'autorité de l'organisation genevoise. En 1927, la Société jouit d'une excellente réputation dans tous les pays balkaniques. C'est le forum dans lequel on entend la voix des petits états, pour la première fois dans l'histoire de l'Europe, qui, toutefois, jouent un rôle, faible, et même pas décisif.

Si le gouvernement grec décline l'idée d'un "Locarno balkanique", il conçoit, par ailleurs, un projet ayant comme but, d'une part, la conservation du *statu quo* pacifique des Balkans et de la Méditerranée orientale garanti par les traités de paix, et, d'autre part, le développement des transactions économiques entre les pays de l'Europe centrale et sud-orientale. Il vise à la coopéra-

15. Ce discours était rapporté en détails par les ministres à Athènes de la France (MAE, Grèce 79, f. 40 ff.), de la Grande Bretagne (F.O. 371/12924, *Greece. Annual Report 1927*) et des Etats Unis (*National Archives*, 476/1, No 416, Skinner au Secrétaire d'Etat, Athènes, 27 décembre 1927).

tion de la Tchécoslovaquie la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Yougoslavie et la Bulgarie avec la Grèce en reconnaissant l'importance du port de Thessaloniki pour leur transit commercial¹⁶. La Grèce désire accorder au commerce de tous ces pays toute facilité conformément à l'esprit international de coopération et aux principes de la Société des Nations, qui s'imposent aux pays avec des ports, des fleuves ou des chemins de fer desservant le commerce international¹⁷. En aucun cas, il ne faut négliger cet aspect économique de la politique étrangère hellénique. La Grèce doit y avoir la meilleure carte à jouer pour retablir sa puissance politique.

Les priorités exigent de déblayer la voie vers l'accord gréco-yougoslave et vers un arrangement préliminaire des différends économiques entre la Turquie et la Grèce. Il semble que ces deux buts soient difficiles à atteindre. La Yougoslavie demande l'autorisation du transit des armes en temps de guerre et insiste sur une alliance pour la prévention de la guerre —un Locarno balkanique—¹⁸ ce qui éloigne un rapprochement gréco-yougoslave. La Turquie propose, avant de régler les différends économiques, un accord sur le désarmement naval, ce que refusent les Grecs¹⁹. Derrière la Turquie, l'Union soviétique, très préoccupée par les accords de Locarno, où elle voit une menace future pour la stabilité en Europe orientale, et l'éventuelle reprise d'un "Drang nach Osten" de l'Allemagne, avance sa politique d'accès à la Méditerranée par le projet d'un pacte économique des pays de la Mer Noire — un projet qui renaît aujourd'hui dans certains pays de la région. Voici une belle occasion pour Musso lini. Il fait connaître à Michalacopoulos que, tant que la Grèce maintient des relations amicales et sincères avec l'Italie, elle aura son appui pour les intérêts grecs contre les visées ambitieuses de la Yougoslavie à Thessaloniki²⁰. Ce rapprochement gréco-italien, d'autre part, a eu un écho positif à Ankara. Les relations entre la Grèce et la Turquie, après une période de complications graves, s'améliorent au début de 1928. Les craintes d'Ankara

16. André Michalacopoulos, *Discours* (en grec), Athènes 1964, vol. II, pp. 769-789 (le discours de Michalacopoulos du 7 janvier 1928 à Thessaloniki).

17. A.Y.E. 1927/A/Ib/260, No 6367, Circulaire du Ministre des Affaires étrangères aux missions helléniques à l'étranger, Athènes, 4 mai 1927.

18. MAE, *Yougoslavie* 56, tel. No 140, Dard à Briand, Belgrade, 27 avril 1928; A.Y.E. 1929/A/3, Rapport général de décembre 1927 et janvier 1928 aux Ambassades et le Consulat Général de Constantinople, Athènes, 1 février 1928; F.O. 371/13659, *Greece. Annual Report 1928*, p. 11.

19. Dontas, *op. cit.*, p. 85.

20. A.Y.E. 1929/A/3, Rapport général de décembre 1927 et janvier 1928 aux Ambassades et le Consulat Général de Constantinople, Athènes, 1 février 1928.

pour l'entente entre la Grèce et l'Italie, et surtout l'incertitude de ses conséquences dans la Méditerranée orientale, obligent la Turquie à se rendre conciliante. Ainsi, dans le contexte de l'euphorie diplomatique en Europe que les accords de Locarno ont créée, Mussolini rêve d'une Italie dominante dans la Méditerranée orientale et dans le sud-est européen capable de faire face à la puissance de la France. Il fait, en même temps, preuve d'habileté lorsqu'il s'efforce de transférer à Rome le centre de la diplomatie européenne et de faire accepter sa suprématie dans la région.

En effet, dès que le traité de Tirana fut conclu, Rome est devenue un centre diplomatique important. Mussolini, ayant conclu le pacte italo-roumain (16 septembre 1926), assurant à l'Italie le pétrole, signe le pacte italo-hongrois (5 avril 1927), inaugurant le groupement des pays "révisionnistes" dirigé contre la Petite Entente et la France. Néanmoins, la Grèce hésite à s'associer à l'Italie, ce qui aurait des répercussions inquiétantes à Londres²¹ et à Paris²². Elle insiste sur sa politique européenne, sans méconnaître pour autant la puissance croissante de l'Italie. Or, Michalacopoulos s'adresse à la Roumanie, membre de la Petite Entente, mais liée aussi à l'Italie, qui attache beaucoup d'importance à l'arrangement amical des relations gréco-yougoslaves. La Roumanie souhaite utiliser le transit par Thessaloniki, en se servant de la zone franche, sur une base permanente dans le cas — si improbable qu'il puisse paraître — de la fermeture des Dardanelles par les Turcs, si les relations gréco-turques venaient à se détériorer²³. Sans doute, sous l'influence de Mussolini qui favorise les pactes bilatéraux entre pays amis²⁴, Titulescu propose un pacte de non-agression, de conciliation et d'arbitrage dans le cadre de la Société des Nations. Ainsi la Grèce inaugure sa politique vers l'union européenne, à petite échelle, par l'acte signé à Genève, le 21 mars 1928, en guise de nouveau gage de fidélité de la Grèce et de la Roumanie envers la Société²⁵. Michalacopoulos, satisfait d'avoir réalisé le premier pas vers la sortie de la Grèce de son isolement, déclare, pendant une conférence de presse, que Vénizélos se tient derrière cette politique nationale²⁶.

21. F.O. 371/12923, Chamberlain à Loraine, Foreign Office, 27 janvier 1928.

22. A.Y.E. 1928/A/10, No 1418, Politis à Michalacopoulos, Paris, 21 avril 1928.

23. Dontas, *op. cit.*, p. 84.

24. C'est pendant sa visite à Rome, en janvier 1928, que Titulescu est convaincu par Mussolini de procéder le plus tôt possible à la conclusion du pacte gréco-roumain (A.Y.E. 1928/A/3/12, Mavroudis à Michalacopoulos, Rome, 17 janvier 1928).

25. MAE, *Grèce* 79, No 52, copie, le Chargé d'Affaires de France à Briand, Bucarest, 25 mars 1928; F.O. 371/13659, *Greece. Annual Report 1928*, p. 17; Constantin Svolopoulos, "Le pacte gréco-roumain de 21 mars 1928" (en grec), in *Makedonika* 14 (1974), pp. 151-161.

26. Depuis avril 1927, Vénizélos établit sa résidence en Crète, d'où il conseille le gou-

Le pacte gréco-roumain, en même temps, constitue un préavis, peu voilé, des deux pays à la Yougoslavie à un moment où l'Italie l'encerclé diplomatiquement et renforce sa position. Pour renforcer aussi sa position du côté de la Mer Noire, en se rassurant contre les Soviétiques, et contraindre la Grèce à accepter les conditions turques, Mussolini conclut avec la Turquie deux mois plus tard, le 30 mai 1928, le traité de Rome, un pacte d'amitié, de neutralité et de conciliation. C'est un succès de la diplomatie du ministre des Affaires étrangères turc Tewfik Rüştü Bey²⁷. La collaboration italo-turque est retablie après la crise de 1923, quand le traité de Lausanne a confirmé le Dodécanése à l'Italie. Le traité de Rome a affaibli la position grecque dans la Mer Égée. Un mois plus tard, Mussolini lance le projet d'un pacte tripartite entre l'Italie, la Grèce et la Turquie, mais la Grèce n'est pas favorable à un tel pacte.

Tous ces développements mettent en échec la diplomatie de Michalacopoulos. Briand aussi est visiblement mécontent : en effet, les relations gréco-yougoslaves ne s'améliorent pas, la position de l'Italie est affermie par les pactes gréco-roumain et italo-turc. D'ailleurs, le pacte gréco-roumain est vu à Belgrade avec un déplaisir particulier et Vénizélos craint un rapprochement de la Yougoslavie avec la Bulgarie. En même temps, il faut noter l'évolution de la politique britannique à Sofia et à Belgrade qui se manifeste par une aide financière efficace²⁸, tandis que les sentiments amicaux entre la Grèce et la Grande Bretagne se refroidissent à cause de l'attitude négative de Londres au sujet du règlement des dettes de guerre de la Grèce²⁹. Il semble alors que la situation diplomatique de la Grèce dans l'Europe sud-orientale se soit affaiblie. D'où, à l'instigation de Vénizélos, Michalacopoulos charge Politis d'une mission auprès de Briand : Politis l'assure pour le peu de confiance qu'inspire, en fin de compte, à la Grèce la politique mussolinienne, et il lui demande l'intervention de la France à Belgrade et à Ankara. Briand considère le moment particulièrement favorable pour agir à Belgrade en faveur de l'entente gréco-yougoslave, et aussi d'un élargissement de la Petite Entente par la participation, non seulement de la Grèce, mais aussi de la Bulgarie³⁰. Il

vernement grec sur les affaires politiques. Le 23 mai 1928, il déclare sa décision de revenir à la politique active.

27. Dontas, *op. cit.*, p. 85.

28. MAE, *Grèce* 79, tel. No 184, copie, Dard à Briand, Belgrade, 27 mai 1928.

29. Costas A Caramanlis, *Eleuthérios Vénizélos et nos relations extérieures, 1928-1932* (en grec), Athènes 1986, p. 48.

30. A.Y.E. 1928/A/10, No 1418, Politis à Michalacopoulos, Paris, 21 avril 1928.

croit qu'une action française en faveur de la solution des différends gréco-turcs à Ankara, est prématurée, car son échec, probable, dissimulerait l'insuccès du projet italien pour un accord tripartite entre l'Italie, la Grèce et la Turquie³¹.

En Grèce, alors, le gouvernement œcuménique perd son crédit envers l'opinion publique hellénique. Ceci ne signifie pas que le gouvernement œcuménique n'a pas réussi de faire progresser les affaires extérieures et intérieures du pays et de déblayer le chemin pour la rentrée de Vénizélos au pouvoir. La rentrée en scène de Vénizélos, qui jusqu'alors essayait de gouverner le pays par personne interposée et qui est devenu, après son triomphe électoral, l'unique acteur sur la scène politique d'Athènes, provoque des réactions contradictoires en Grèce et à l'étranger. Lui, bien accroché à l'idée de l'union européenne qu'il considère, non seulement comme un instrument utile de sa politique, mais surtout comme la concrétisation des espoirs des peuples pour la paix, engage une politique pacifique en tout sens³². L'influence de Briand sur lui est décisive. Vénizélos, qui a accueilli avec enthousiasme la réconciliation de la France et de l'Allemagne, devenue rapidement le symbole de la détente internationale, se met à la recherche d'une conciliation entre lui et Kemal Atatürk. Il décide aussi de conclure un nouvel accord avec la Yougoslavie, afin de rétablir les relations amicales gréco-yougoslaves, et de diminuer l'incertitude qui règne aux Balkans ainsi que d'inaugurer la coopération économique européenne qui unirait la Pologne à la Méditerranée. Dans le domaine de la politique internationale, Vénizélos appose sa signature sur le pacte Briand-Kellogg qui met la guerre hors-la loi et qui est l'événement le plus important des années 1927 et 1928³³. Cet accord a une grande portée symbolique et réelle: la Grèce participe aux événements politiques européens pour la solution des grands litiges que la Grande Guerre a laissés. Indirectement, cet acte prépare le terrain pour l'apaisement des polémiques contre la Bulgarie provoquées par le non-paiement des Réparations de guerre.

Les nouvelles d'Athènes réjouissent les gouvernements de Londres et de Paris. Sir Percy Loraine, l'Ambassadeur britannique à Athènes, écrit au Foreign Office que l'année 1928 resterait inscrite dans l'histoire de la Grèce,

31. MAE, *Grèce 79*, Briand à Athènes, Belgrade, Constantinople, Paris, 1 juin 1928.

32. Voir pour les détails Walters, *op. cit.*, pp. 337-339.

33. *Survey of International Affairs, 1928*, pp. 9-23.

surtout pour le retour actif de Vénizélos sur la scène politique³⁴. Briand exprime à son ami Politis sa sincère satisfaction de voir finalement la Grèce occuper la place qui lui revient dans la communauté européenne. Mais encore, et ceci est plus important, Briand promet son assistance totale à Vénizélos qui est sûrement le seul homme d'État grec qui puisse jouer un rôle primordial dans la consolidation de la paix aux Balkans³⁵. Dans les Balkans mêmes, la victoire électorale de Vénizélos et ses déclarations officielles sur la politique d'affermissement de la paix ont fait naître l'espoir qu'il pourrait jouer le rôle principal pour résoudre les questions balkaniques. Mais il ne faut pas oublier que la Grèce n'est pas seulement une puissance balkanique et que ses intérêts méditerranéens peuvent, quand ils ne s'accordent pas avec son action dans les Balkans, la retenir dans cette voie. Pour arriver alors à une détente dans les Balkans et la Méditerranée, Vénizélos doit avoir le courage d'aborder les difficultés et avoir la force de les écarter l'une après l'autre.

Vénizélos, qui a la capacité de ne pas se perdre dans les idées vagues et de se tenir en contact étroit avec les problèmes les plus pressants, donne avec sa personnalité et avec son prestige une impulsion vigoureuse à la réalisation de cette politique. Ce n'est pas un hasard qu'il commence par l'Italie. L'Italie est déjà bien installée dans la Méditerranée orientale au détriment des autres grandes puissances. En plus, la nouvelle de sa victoire électorale y est reçue avec un scepticisme: est-ce que Vénizélos pourrait s'opposer à l'expansion de l'hégémonie italienne dans la région? Ainsi la Grèce, pour se rendre à Belgrade et à Ankara, doit utiliser le chemin de Rome: c'est la *Realpolitik* du gouvernement hellénique. A Rome, Vénizélos et Mussolini signent, le 23 septembre 1928, le pacte d'amitié et d'arbitrage gréco-italien, qui conduit à la détente aussi bien avec la Turquie qu'avec l'Albanie³⁶. C'est d'ailleurs à partir de ces deux points sensibles qu'il est aisé à Mussolini de renverser l'équilibre dans la région, et que Briand craint que cela ne puisse nuire au succès de la politique d'apaisement et d'union en Europe — une politique très populaire pas seulement en France mais en Europe, en général³⁷. Vénizélos par une démarche rapide écarte le danger dont Briand a évoqué l'image. Il se rend à Londres et à Paris pour expliquer en personne sa politique. Tandis

34. F.O. 371/13659, *Greece. Annual Report 1928*, p. 2.

35. A.Y.E. 1928/A/3, tel. No 3056/9386, Politis à Vénizélos, Paris, 23 août 1928; Carapanos, *op. cit.*, pp. 18-19.

36. Voir pour les détails *Survey of International Affairs 1928*, pp. 158-161; Dontas, *op. cit.*, p. 86.

37. A.Y.F. 1929/A/3, No 20, Politis à Carapanos, Paris, 2 janvier 1929.

que le Foreign Office a vu avec satisfaction la politique conciliante de Vénizélos et espère même, qu'elle pourrait aboutir à un "Locarno balkanique", au Quai d'Orsay, la réaction est différente. Le pacte gréco-italien a montré la nécessité que l'accord gréco-yougoslave devait être conclu le plus tôt possible. Profitant de la visite simultanée à Paris du ministre des Affaires étrangères serbe Marinkovitch, Briant réussit à ce que les hommes politiques grec et serbe se mettent d'accord sur un traité d'amitié, de conciliation et d'arbitrage ne différant pas très sensiblement de l'accord italo-grec. Ils se mettent aussi d'accord sur une convention de transit commercial par Thessaloniki qui ne comporte pas de concession territoriale de la part de la Grèce. Marinkovitch est finalement satisfait que le traité gréco-italien ne demeure pas la charte de la politique extérieure de la Grèce et qu'il trouvera bientôt le 27 mars 1929 une contre-partie dans le traité gréco-yougoslave³⁸. Ainsi, Vénizélos fait preuve d'une politique qui entre dans le cadre du pacte général de renonciation à la guerre, venant d'entrer en vigueur. Par ailleurs, il agit dans l'esprit de la politique conciliante vers une Europe unie, dont Briant vient de préparer l'esquisse.

Pour Briand, l'Europe unie est une nécessité, car les menaces pour la paix ne proviennent pas de l'extérieur mais de la désunion de l'Europe. Alors, une coopération générale pour faire renaître la confiance dans la sécurité ne doit pas être limitée à une région restreinte. Conséquemment, le gouvernement de Vénizélos, après six mois de pouvoir, a considérablement amélioré la position diplomatique du pays par les accords gréco-italien et gréco-yougoslave. Ainsi la Grèce est devenue un facteur important pour écarter le danger que Briand craignait. Pour assurer la paix dans la Méditerranée orientale, le gouvernement grec recherche un arrangement rapide des questions en suspens (questions qui se rapportent aux biens des "échangeables" et "non échangeables") entre la Grèce et la Turquie. Le processus d'un tel arrangement rencontre toujours de grands obstacles qui paraissent sans issue, sans l'intervention des grandes puissances. La Grande Bretagne, convaincue qu'il est improbable que les litiges gréco-turcs trouvent leur solution, se refuse à s'associer à une action commune avec la France. La France, seule, ne peut intervenir avant que son différend avec la Turquie sur la question de Syrie soit réglée. Le champ est donc libre aux initiatives de Mussolini: l'entente gréco-turque est une de ces préoccupations immédiates³⁹. Le gouvernement

38. MAE, *Yougoslavie 56, Note du Quai d'Orsay*, Paris, 3 octobre 1928.

39. Caramanlis, *op. cit.*, pp. 76-78.

grec accepte sa médiation. Le président du Conseil italien se met à jouer son rôle constructif aux négociations secrètes et difficiles entre Ankara et Athènes, afin que la coopération politique et économique sous l'égide de l'Italie, entre la Grèce, la Turquie, la Bulgarie, la Hongrie et même la Pologne, soit instituée⁴⁰. Ces initiatives de Rome mineraient la position de la Grèce vis-à-vis de la France et de la Grande Bretagne. Mais comme il n'était pas dans les intentions de Vénizélos de faire dépendre la Grèce de l'Italie, il cherche plutôt à équilibrer les choses par une collaboration conventionnelle avec les pays d'Europe centrale dans le cadre de l'organisation européenne. Au sein de la Société des Nations, d'autre part, Politis, Bénès et Titulescu jouent un rôle essentiel dans les affaires centre-européennes, et ils considèrent que la formation d'une telle union est nécessaire, faisant suite au redressement de l'Allemagne⁴¹ et au renouvellement du traité turco-russe en décembre 1928⁴². Titulescu a comme idée directrice de sa politique le projet de créer un groupement économique et financier, qui s'étendrait de Dantzig à la Mer Noire, englobant la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, et, éventuellement, la Grèce se liant ainsi à la Mer Égée⁴³. Il est persuadé que la prospérité mondiale et l'intensification des échanges internationaux, constituant les meilleures garanties pour la paix.

En accord avec Titulescu et Politis, Bénès a fait une ouverture à Vénizélos

40. MAE, *Tchécoslovaquie* 71, copie, Rivière à Briand, Budapest, 23 avril 1929.

41. Le pacte de Locarno a donné l'alarme aux pays de l'Europe centrale, puisqu'il fournit la possibilité du relèvement de l'Allemagne. En effet, au début de 1929, se fait marquer la tendance de la République de Weimar de dominer l'Autriche par l'intermédiaire de l'Anschluss. C'est une réitération, sous une forme nouvelle, du vieux projet *Mittleuropa* de Friedrich Neumann, qui se présente sous le masque de l'union douanière austro-allemande.

42. Le pacte turco-italien et les efforts de Mussolini pour une réconciliation gréco-turque alarment l'Union soviétique. Staline propose à Kemal Atatürk la conclusion d'un pacte de désarmement naval méditerranéen sous son égide entre la Turquie, la Grèce, la Yougoslavie et l'Espagne, afin qu'on considère la Mer Noire comme la prolongement de la Méditerranée. C'est un projet destiné aussi à faire élargir les relations économiques de l'Union soviétique avec les grandes puissances navales dans la région, et à faciliter sa participation au projet économique de l'Europe centrale. Ayant renouvelé, le 17 décembre 1928, le traité turco-soviétique de 1925, Kémal et Staline cherchent l'occasion de procéder à cet accord méditerranéen qui n'est finalement qu'une lettre morte (Dontas, *op. cit.*, pp. 86-87). Ainsi déçu, Staline a mis sur le même plan toutes les forces politiques non communistes, et il les a déclarées ennemies du prolétariat, des fascistes aux socialistes y compris. Cette stratégie de repli allait interdire, quelques années plus tard, toute alliance de gauche efficace contre la montée du nazisme en Allemagne.

43. MAE, *Tchécoslovaquie* 71, No 18, copie, Rivière à Briand, Budapest, 26 janvier 1929.

zéros pour un pacte d'amitié d'arbitrage et de conciliation entre leurs deux pays. Le chef du gouvernement grec accepte, avec empressement et satisfaction, l'accord proposé par Bénès et le signe en personne à Prague, le 8 juin 1929. Ce pacte, venant à un moment très proche du règlement de comptes, qui a mis fin au différend entre la Grèce et la Yougoslavie, et du pacte déjà conclu entre la Grèce et la Roumanie, n'est pas dépourvu d'une portée politique. La Grèce ainsi se rapproche du groupement de la Petite Entente liée étroitement à la France, qui, après le pacte de Locarno, a conclu des alliances militaires avec la Tchécoslovaquie et la Pologne — les alliances qui, ainsi que la Petite Entente, constituent les fondements de la stabilité politique de l'Europe orientale jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir⁴⁴.

L'Europe centrale est aussi le champ de l'expansion financière de toutes les grandes puissances. Donc, la formation de ce bloc économique, que Titulescu propose, ne semble pas particulièrement favorable aux intérêts commerciaux et industriels de la Grande Bretagne. Quoique Chamberlain ait déclaré qu'il n'y ferait obstacle, ne manque pas cependant d'encourager le dictateur italien dans son opposition à la politique française, qui se tient derrière ce projet. Mussolini, qui est toujours à la recherche d'une coopération politique centre-européenne, ne peut voir que d'un oeil favorable le rapprochement des pays de l'Europe de l'Est⁴⁵. Le projet de Titulescu reste pourtant sans lendemain. On ne parle que d'une coopération économique, qui est aussi un objectif de la Grèce. En effet, Vénizélos n'aspire pas à faire entrer son pays dans le bloc centre-européen en qualité de partenaire politique mais en qualité de partenaire économique.

Vénizélos, encore prudent, s'en tient aux liens économiques, content de participer à l'application des résolutions de la Conférence internationale économique, organisée à la demande du Conseil de la Société des Nations (qui aboutit à une convention signée en juillet 1928). Cette Conférence condamne le nationalisme économique et l'inégalité des sources en matières premières ou en combustibles; elle recommande l'égalité entre les nations pour l'accès aux matières premières et aux marchés. La Conférence préconise également l'abaissement général des droits de douane. Le moment est propice, puisque la plupart des monnaies — parmi lesquelles la drachme — se stabilisent. Ceci conduit au règlement des dettes de guerre qui constitue une question épineuse primordiale. Pendant la Conférence de La Haye (août

44. Hugh Seton-Watson, *Eastern Europe between the Wars 1918-1941*, Londres 1967, pp. 362-365.

45. MAE, *Tchécoslovaquie* 71, copie, Rivière à Briand, Budapest, 23 avril 1929.

1929), Vénizélos, après une lutte acharnée, réussit à faire accepter que la Grèce règle ses dettes de guerre aux Alliés grâce aux Réparations qui lui étaient dues⁴⁶. Ce redressement économique que permet ce règlement, conduirait, tôt ou tard, à la coopération politique, et la Grèce prendrait alors au sein de la communauté européenne une place de partenaire politique. Ceci représente l'essentiel de la politique vénizélienne à l'époque.

* * *

Sur le plan politique européen, toutes tentatives faites pour organiser les rapports entre les états, afin d'assurer la résistance à une éventuelle agression ne partent que d'un optimisme précaire aux yeux de la majorité des européens. C'est donc ainsi qu'en septembre 1929, Briand demande aux états-membres de la Société des Nations de s'engager dans une voie nouvelle: le plan "paneuropéen" qui est le seul qui puisse permettre d'établir un système efficace de sécurité, appuyé et consolidé par une solidarité économique. Le plan "paneuropéen" fait l'effet d'une bombe, et elle a au moins le mérite de réveiller les délégués des états européens qui s'endormaient dans une paix déjà minée. Vénizélos est satisfait de cet effet, mais, bien qu'il ait accordé au projet Briand son appui aussi bien moral que matériel⁴⁷, ni lui ni Michalacopoulos, toujours ministre des Affaires étrangères, ne se font d'illusions sur son succès. A de rares exceptions près, les gouvernements européens accueillent avec de graves réserves le plan Briand, qu'ils surnomment plan français. Ils envisagent d'ajourner l'examen des questions politiques et de limiter leurs activités aux problèmes économiques⁴⁸. Or, l'union fédérale de l'Europe est à l'époque une utopie; mais, en tout cas, l'idée de l'union européenne présente sûrement des vues analogues à celles qui seront développées à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le plan paneuropéen ayant échoué, le gouvernement grec préconise l'idée d'une union économique de l'Europe centrale et sud-orientale. Cette union régionale pourrait s'incorporer dans le système financier qui est alors

46. A.Y.E. 1929/B, *Le Plan Young, passim*; F.O. 371/14391, *Greece. Annual Report 1929*, pp. 21-24; Caramanlis, *op. cit.*, p. 272.

47. A.Y.E. 1929/A/3, No 2525, Politis à Vénizélos, Paris, 9 juillet 1929; *ibidem*, No 7629, Vénizélos à Politis, Athènes, 10 juillet 1929; *ibidem*, No 2609, Politis à Vénizélos, Paris, 17 juillet 1929; Constantin Svolopoulos, "L'attitude de la Grèce vis-à-vis du projet Briand 'd'union fédérale de l'Europe'", in *Balkan Studies*, vol. 29/1 (1988), p. 30.

48. A.Y.E. 1929/A/3, No 2133, Michalacopoulos au Ministère des Affaires étrangères, Genève, 10 septembre 1929.

discuté dans l'organisation genevoise. Vénizélos entreprend un long voyage au cours duquel il a visité non moins de quatre capitales: Berlin, Prague, Budapest et Belgrade, pour poursuivre sa politique astucieuse qui lui permet de ne pas s'engager à fond avec aucune partie. A l'instar de Briand et de Stresemann, la première escale de son voyage est Berlin où il est cordialement reçu. Les relations des deux pays ainsi améliorées, il met les bases d'une coopération tant dans le domaine commercial que dans le domaine culturel⁴⁹. Après avoir discuté, à Prague, les questions économiques mais aussi politiques entre les deux pays, il se rend à Budapest. Là, il assure le gouvernement hongrois de la bonne volonté de la Grèce, bien qu'il ait su les rumeurs selon lesquels la Hongrie était entrée "dans la sphère des intérêts italiens", par suite de son traité avec l'Italie (en avril 1927). Il est aisé pour Vénizélos de démontrer que la Grèce, fidèle au traité de Lausanne et vivant en bonne amitié avec ses voisins, n'a pas besoin d'un "Locarno des Balkans". Par ailleurs, Vénizélos évoque les avantages que fournirait la mise sur pied des états-unis d'Europe sur le plan économique⁵⁰. La conclusion d'une convention d'arbitrage et d'amitié (signé le 5 mai 1930) et d'une convention économique (signé le 13 juin 1930) entre la Grèce et la Hongrie sont alors décidées⁵¹. Avant de rentrer à Athènes, il ne fait que renouveler l'assurance de sa bonne volonté à Belgrade. On pourrait dire alors en conclusion que, ce voyage a eu des résultats excellents, dont la Grèce pouvait se féliciter sans réserve, et on est porté à croire qu'un nouvel équilibre se dessine dans les Balkans et la Méditerranée orientale. En effet, le rapprochement de la Grèce et des pays de l'Europe centrale commence à se réaliser par l'organisation de la vie économique et par les accords douaniers dans le cadre de la Société des Nations. La zone franche de Thessaloniki qui assure le transit commercial de tous les pays intéressés, constitue la contribution hellénique au fonctionnement de ces accords économiques. C'est au fond le même projet que celui que les Nations Unies ont conçu à la fin de la décennie 1960 pour relier la Mer du Nord à la Mer Égée par les grands fleuves et les grandes artères routières de l'Europe orientale, projet finalement réalisé, de nos jours, dans le cadre des Communautés européennes.

La mise en valeur du port de Thessaloniki aurait pu nuire aux intérêts économiques et même à la position stratégique de la Turquie dans les Dar-

49. *U.S. National Archives*, M 476/1, No 4936, Gould Schurman à Kellogg, Berlin, 1 octobre 1929.

50. MAE, *Grèce* 80, no 226, copie, Rivière à Briand, Budapest, 7 octobre 1929.

51. La Turquie signe également une pareille convention avec la Hongrie.

danelles. Ce succès appréciable de la Grèce accélère le règlement des différends gréco-turcs. La Turquie se trouve maintenant isolée et, en cas de guerre, exposée à un blocus de la flotte hellénique. Pour renforcer sa position, elle essaye de promouvoir son projet d'un pacte — qu'elle désire de tout cœur — entre l'Union soviétique, la Turquie, la Grèce, la Yougoslavie et l'Espagne sur le désarmement naval méditerranéen. D'après ce projet la Mer Noire aurait été considérée comme le prolongement de la Méditerranée. Le gouvernement grec ne peut s'associer sans la participation de tous les pays intéressés, et surtout de l'Italie et de la Grande Bretagne. Ce plan ayant échoué, la conclusion d'un traité d'entente gréco-turque semble s'imposer. Renonçant à la guerre froide —séquelles du traité de Lausanne— la Grèce et la Turquie font souffler l'esprit de Locarno sur leurs relations en créant une dynamique nouvelle, fondée sur le pacte d'Ankara du 30 octobre 1930 — une dynamique qui dure en fait jusqu'à la crise de 1939⁵². L'Italie s'en félicite et la Grèce et la Turquie reconnaissent officiellement la contribution efficace de Mussolini, qui est d'ailleurs, inquiétante pour les autres grandes puissances. Par ce rapprochement la Grèce a mis fin à une querelle qui risquait d'amener l'Europe entière à une épreuve sanglante.

Avant la conclusion du pacte d'Ankara des changements importants ont eu lieu à Genève. A partir de 1929 la crise économique fait naître des problèmes, pas seulement économiques, mais aussi sociaux et culturels. Les discussions sur le plan économique européen prennent alors un aspect plus concret. Les efforts pour améliorer la situation politique de l'Europe dépendent de l'application des principes de l'égalité complète des droits, de la sécurité à conditions égales pour tous les pays, et de la répartition harmonieuse des matières premières entre les divers États. Cependant les discussions augmentent le nombre des problèmes qui exigent une solution. De ce fait, Vénizélos est conscient⁵³. Ces problèmes s'aggravent par la poussée des intérêts nationaux qui prévalent contre une solidarité internationale, mieux adaptée à la solution des problèmes d'ordre global. Cette poussée nationaliste est plus naturelle dans les pays en voie de reconstruction, qui, en 1930, tendent vers une solidarité régionale. Ce mouvement, en pleine crise économique internationale, a une portée importante sur la situation générale en Europe. La majorité des pays de l'Europe orientale sont impliqués, jusqu'à un certain point, soit dans le "système" français, soit dans le "système" italien. Ces "systèmes" sont con-

52. Dontas, *op. cit.*, pp. 87-88; Iphigénie Anastassiadis, *Vénizélos et le pacte d'amitié gréco-turc de 1930* (en grec), Athènes 1982, *passim*; Caramanlis, *op. cit.*, pp. 73-97.

53. Svolopoulos, *op. cit.*, pp. 32-33; *Survey of International Affairs 1930*, pp. 131-142.

sidérés par les grandes puissances comme un élément décisif pour l'équilibre européen. Les puissances de l'Ouest devinent aussi le degré jusqu'auquel leurs satellites peuvent les appuyer dans la voie des rivalités qui conduisent logiquement à la guerre. Mais ces pays satellites, tandis que leur économie, dix ans après la Grande Guerre, se trouve en état stationnaire, veulent sauvegarder la paix. La Grèce figure parmi eux au tout premier rang.

Le gouvernement grec assiste aussi à la renaissance du "Locarno balkanique", déjà maintes fois repoussé par Vénizélos. Dès le lancement de la "Paneurope" de Briand et dès que les projets d'une union douanière s'épanouissent au nord et au centre de l'Europe, la reconstruction du sud-est européen dépend aux yeux des peuples balkaniques d'une entente régionale. En effet, les gouvernements de Belgrade⁵⁴, de Bucarest⁵⁵ et de Budapest⁵⁶ suggèrent au gouvernement d'Athènes l'institution d'une union douanière régionale pour favoriser le développement économique de leurs pays. En plus, le gouvernement yougoslave suggère à la Grèce, à l'exemple des accords de Locarno, la conclusion des accords économiques régionaux entre les états, allant de la Mer Baltique jusqu'à l'île de Crète. La Yougoslavie, à l'instigation de la France, veut que la Grèce prenne cette initiative et qui atteint adhère par cela au "système" français⁵⁷. Et ceci est plus clair du fait que Politis, le grand francophile, suggère une conférence balkanique sur la coopération économique régionale face à la crise économique internationale qui atteint des dimensions inquiétantes. Le gouvernement de Vénizélos souhaite une union douanière régionale, mais une union qui dépasse les frontières étroites des Balkans. Même face à la crise mondiale, Vénizélos ne veut pas s'éloigner de cette politique⁵⁸. Lui qui se tient toujours en contact étroit avec la réalité, considère que les problèmes économiques de la Grèce dans son ensemble ne peuvent pas être résolus par la formation d'unités économiques restreintes, car cela serait, à son avis, un véritable anachronisme dans leur développement. La région est trop petite pour une politique coordonnée face aux mêmes problèmes. Il est d'ailleurs conscient du fait que les pays en voie de reconstruction souffriront de la création d'une confédération paneuropéenne qui aurait comme résultat

54. A.Y.E. 1929/A/3, *Nouvelles Yougoslaves*, Belgrade, 28 septembre 1929.

55. A.Y.E. 1929/A/3, No 2192, Kollas à Michalacopoulos, Bucarest, 21 novembre 1929.

56. A.Y.E. 1929/A/3, No 794, Delmouzos à Michalacopoulos, Budapest, 21 octobre 1929.

57. A.Y.E. 1929/A/3, *La Yougoslavie*, Belgrade, 18 décembre 1929.

58. A.Y.E. 1929/A/3, No 1115, Marketis à Michalacopoulos, Paris, 22 mars 1930; Svolopoulos, *op. cit.*, p. 35; *Survey of International Affairs 1930*, p. 150 n. 1; Caramanlis, *op. cit.*, pp. 271-294.

l'ouverture de leurs frontières aux grands pays industrialisés. Par conséquent, le développement de toutes les capacités productives, industrielles et économiques ne peut être réalisé, avec ou sans la Paneurope, si on ne crée, au préalable, la grande région douanière pour les produits économiques⁵⁹.

En vue d'un tel objectif, la création d'une infrastructure est nécessaire. On signe en 1930 des transactions bilatérales et multilatérales constructives : l'accord bulgaro-yougoslave concernant l'établissement d'un nouveau régime frontalier ; la conférence roumano-yougoslave des experts économiques qui décide d'un système de marché commun du blé et une union douanière ; la conférence des huit pays agricoles de l'Est de l'Europe (la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, l'Estonie, la Hongrie, la Letonie, la Pologne, la Roumanie et la Yougoslavie), qui recommande l'établissement d'un comité à Genève pour suivre de près l'évolution de la politique agricole de la Société des Nations ; et, enfin, la convention de commerce et de navigation entre la Grèce et la Turquie, qui fait suite à celle entre la Grèce et l'Union soviétique, signé le 11 juin 1929⁶⁰. La Grèce sert de liaison à la plupart de ces pays grâce à la mer Méditerranée. Ces transactions de l'Europe de l'Est se distinguent par ces deux traits particuliers : en premier lieu, elles sont le résultat d'une coopération entre états qui se sont auparavant aliénés l'un l'autre par une hostilité amère — une coopération entre les membres de la Petite Entente et la Hongrie, entre la Turquie et les autres pays européens successeurs de l'Empire Ottoman et ces pays successeurs divisés entre eux. Le second trait particulier de ces transactions sont les dispositions nécessaires prises pour assurer la perpétuation de leur effet. Quand le règlement des différends gréco-turcs fut réalisé, les hommes d'état de deux côtés l'ont remis entre les mains de leurs concitoyens comme la base d'une amitié permanente entre les deux pays et les deux peuples. La communauté européenne, de son côté, jauge à sa juste valeur la politique que Vénizélos a mené avec réalisme dès son retour au pouvoir.

* * *

Dans le cadre des réalités et sans s'éloigner de sa politique, Vénizélos ne s'oppose pas à Alexandre Papanastasiou, le leader de l'opposition centre-gauche, qui préconise une entente politique et économique balkanique. Si le

59. Dimitri Kitsikis, "La Grèce et le projet Briand", in *La Grèce et les étrangers, 1919-1967. Les Archives du Ministère des Affaires étrangères de Grèce* (en grec), Athènes 1977, pp. 74-75 ; A.Y.E., 1930/A/9/1, No 1115, Politis à Michalacopoulos, Paris, 22 mars 1930.

60. *Survey of International Affairs 1930*, pp. 144-145.

projet Papanastasiou était réalisé, Vénizélos aurait la possibilité de contribuer plus tard à la réalisation de la fédération européenne. C'est ainsi que la première Conférence balkanique se réalise à Athènes, en octobre 1930, dans le cadre de la Société des Nations. Les représentants balkaniques se sont engagés dans la coopération économique, sociale, culturelle et intellectuelle, même professionnelle⁶¹. Ils entendent coordonner leurs efforts pour lutter contre les préjugés nationalistes et pour mener à bien leurs projets. Mais la crise économique, qui a commencé avec le krach de Wall Street, en 1929, a touché, en 1931, l'Europe et marque la fin d'une époque.

Ainsi, malgré les efforts déployés, les Conférences balkaniques ne tardent pas à dégénérer, exactement comme le plan "paneuropéen", qui est tombé dans l'oubli. Pourtant, l'esprit de Genève et de l'Europe unie, l'idéal de la paix et la foi en la coopération internationale, gagnent les responsables de la politique hellénique. A la suite de la catastrophe que la Grèce a subi en Asie Mineure, un déséquilibre politique, économique, social et spirituel s'instaure dans le pays. Mais c'est cette Grèce durement frappée, que Eleuthérios Vénizélos, à la fin de sa carrière politique en 1932, réussit, à un degré satisfaisant à la faire ressortir de son isolement et à la conduire sur la scène politique de l'Europe. En fait, le succès ou l'échec de la politique des pays dépend en général de l'attitude des pays plus grands et de la conjoncture. Cette conjoncture n'a pas fourni l'occasion que Vénizélos avait désirée pour lier la Grèce méthodiquement aux états de l'Europe. Pourtant, la diplomatie vénizélienne ne manque pas d'initiatives qui contribuent à donner au pays un éclat nouveau au coeur de l'Europe.

La diplomatie vénizélienne trouve finalement sa justification et, en quelque sorte, son accomplissement après la deuxième guerre mondiale. Constantin Caramanlis la pratique après une guerre civile et une dictature de longue durée. Lui aussi, comme Vénizélos, pendant son exil volontaire à Paris, se laisse fortement séduire par l'idée de l'union européenne. La diplomatie caramanlienne réussit, en 1979, à incorporer la Grèce dans le système d'équilibre géopolitique et économique européen, dans les Communautés européennes. Sa réussite d'ailleurs se fait dans une conjoncture toute favorable, sans que son initiative soit plus audacieuse et plus constructive que celle de Vénizélos. Caramanlis, ayant foi en les possibilités et en le futur de l'Europe, croit que ceux-ci se mettront en valeur avec son unification. L'idée de l'unification de l'Europe étant arrivée à sa maturité, la Grèce appose sa signature sur les traités de l'unité

61. Marie Nystazopoulou-Pelekidou, "Alexandre Papanastasiou et l'Entente Balkanique" (en grec), in *Dodoni* (Yannena), vol. XVI/1 (1987), pp. 138-143.

politique, de l'unité économique et monétaire qui se sont conclus à Maastricht, en décembre 1991. C'est un événement spectaculaire, sans aucun doute, qui permet à l'Europe d'avoir un avenir digne de son prodigieux passé, et de jouer un rôle primordial sur la scène politique internationale. L'Europe unie est consciente qu'elle est bien en vie et elle salue avec optimisme l'entrée du vingt et unième siècle. Le rôle de la Grèce d'aujourd'hui est donc de contribuer au développement progressif de cette nouvelle Europe, en commençant par améliorer ses propres institutions politiques et constitutionnelles, tout en s'inspirant de la diplomatie vénizélienne.

Archives du Ministair des Affaires Étrangères